



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Réseau public de distribution d'électricité et fourniture au tarif réglementé de vente - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2022 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT. A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession ENEDIS-EDF portant sur l'année 2022 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 11 juillet 2023 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michelle CASSAR, en date du 14 novembre 2023 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN, en date du 24 novembre 2023.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie (AODE) au niveau local.

Le service public concédé comprend :

- La distribution publique d'électricité réalisée à partir des réseaux en moyenne tension (HTA), postes de transformation HTA/BT, réseaux en basse tension (BT), colonnes montantes, branchements individuels et dispositifs de comptage, qui sont la propriété de l'autorité concédante ;
- La fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente (TRV).

Il existe actuellement plusieurs concessions sur la Métropole :

- Sept contrats sont en gestion directe avec comme concessionnaire Enedis-EDF à savoir Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier dont les contrats ont été renouvelés au cours de l'année 2022 en un unique nouveau contrat de concession ;
- Un service public en gestion directe avec des ouvrages de distribution exploités par la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML), sur les secteurs « *Les Hauts de Massane* » et « *Rue Thériaque* » de Montpellier dont le contrat est en cours de négociation ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie et comme concessionnaire Enedis-EDF (vingt-deux communes, dont deux communes via le Syndicat Intercommunal d'Electrification de la Région Nord Est Montpellier (SIERNEM) lui-même adhérent à Hérault Energie), d'une durée de 30 ans jusqu'au 30 juin 2050 ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie avec comme concessionnaire CESML (deux communes), d'une durée de 30 ans jusqu'au 31 décembre 2050.

Les concessions de distribution publique (Enedis et la CESML) et de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente (EDF et la CESML) sont particulières dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole est face à des concessionnaires qui sont en situation de monopole régulé.

De plus, c'est la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) qui fixe les tarifs des services concédés (les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité, TURPE et les tarifs réglementés de vente, TRV).

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre de clients du réseau progresse de 2,3 % et s'élève à 239 743 en 2022 contre 235 795 en 2021, témoignant du dynamisme du territoire. *A contrario*, le volume d'énergie acheminé diminue de 2,5% et s'établit à 1595 GWh contre 1635 GWh en 2021. Cela provient d'un hiver plus doux ainsi que des actions de sobriété énergétique.

Le nombre d'installations de production photovoltaïque raccordées au réseau public connaît une forte progression avec 2124 installations photovoltaïques raccordées contre 1650 en 2021, soit + 28%.

Le compteur LINKY a été déployé à hauteur de 94,3 %, correspondant au programme initial. Cela entraîne déjà des effets positifs en matière d'exploitation, permettant par exemple des détections de panne plus rapides. Toutefois, le nombre de comptes client activés afin de suivre les consommations d'électricité reste faible, de l'ordre de 3%. Dans le cadre de la convention Transition Ecologique et Solidaire, un accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique à l'activation du suivi du compteur LINKY est prévu.

Le réseau Haute Tension A (HTA) atteint une longueur de 909 km et il est composé à près de 97% de câbles souterrains. Il est ainsi résilient au risque tempête. Afin de diminuer les incidents en période de canicule, plus de 5 km de câbles d'ancienne technologie à isolation par papier imprégné d'huile (CPI) ont été déposés, il en subsiste 56 km sur le territoire. De plus, le réseau HTA dispose d'une moyenne d'âge de 22,9 ans à fin 2022 soit +0,6 point par rapport à 2021. Le taux de renouvellement observé de 1,6% reste inférieur à la valeur théorique de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans.

Le réseau Basse Tension (BT) atteint une longueur de 1 550 km et il est enfoui à 80%. La moyenne d'âge de ceux-ci est de 28,7 ans, hors les 46 km non datés et de 49 ans pour les réseaux aériens nus réputés incidentogènes. Il subsiste également les linéaires BT souterrains d'anciennes technologies suivants : 79,2 km de câbles papiers CPI Cu-Al datés à fin 2022 et 73,2 km de câbles synthétiques à neutre périphérique NP à fin 2022. Le taux de renouvellement observé de 1,3% est inférieur à la valeur de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité (40 ans pour l'aérien nu et le souterrain, 50 ans pour le torsadé).

B/ Principaux moyens mis en œuvre

A la maille des concessions sur le périmètre de la Métropole, les investissements s'élèvent à 16,825 M€. 2,6 M€ sont investis sur les postes sources, biens propres d'Enedis. Le dynamisme du territoire se confirme avec 38% des investissements qui concernent les raccordements des clients et des producteurs. Les grands projets se préparent également avec 2,6 M€ de déplacement d'ouvrages. Les investissements liés à la logistique sont très fluctuants d'une année sur l'autre, allant du simple au triple. Enfin les investissements pour la performance et la modernisation du réseau s'élèvent à 6,6 M€ stable par rapport à 2021.

Compte tenu du contexte sanitaire, EDF avait annoncé le 1^{er} novembre 2021 la fin des coupures d'alimentation en électricité des usagers en situation d'impayés à partir de 2022 au-delà de la trêve hivernale. EDF accompagne dans ce cas les usagers en difficulté et applique selon les foyers une puissance minimale garantie de 3 kVA ou 1 kVA tout au long de l'année dans l'attente de la régularisation de la situation.

C/ La qualité du service public

Le temps de coupure global auprès des usagers du service s'apprécie à travers le critère B. Il est en hausse en 2022 à 37,1 min contre 26,9 min en 2021. Les incidents sur le réseau basse tension sont la principale cause des coupures (37%), suivi par ceux sur le réseau HTA (31%). Les travaux sont responsables de 25% des interruptions de courant électrique. Les vagues de chaleur ont entraîné des pannes sur les réseaux comprenant des CPI, ce qui confirme l'intérêt de leur suppression.

La qualité de fourniture s'apprécie également avec la tenue de tension et l'évaluation théorique du nombre de clients mal alimentés, qui est en hausse à 399 clients contre 357 clients en 2021. La tension n'est pas établie à partir de mesures mais d'un calcul statistique réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution à partir de la base de gestion des ouvrages (GDO).

D) La grille tarifaire

La CRE établit les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution pour 4 ans (TURPE), rémunération du coût de l'acheminement de l'électricité. C'est le principal revenu d'ENEDIS.

Le tarif n'est pas négocié au niveau du contrat, mais c'est un tarif unique pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation en électricité et les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé (péréquation tarifaire).

Le nouveau tarif d'utilisation des réseaux de distribution (TURPE 6 HTA-BT), adopté par délibération n°2021-13 de la CRE, qui s'applique à l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution, est entré en vigueur au 1er août 2021. Il s'inscrit dans la continuité du précédent tarif tout en répondant aux enjeux prioritaires : réduction des délais de raccordement au réseau, hausse des raccordements de production d'électricité d'origine renouvelable, développement de la mobilité électrique et de l'autoconsommation modifiant profondément les flux sur les réseaux de distribution, maîtrise des investissements tout en optimisant le coût global de fonctionnement du réseau, maintien de la qualité d'alimentation en fiabilisant la mesure du temps de coupure par l'intégration des remontées de données provenant des compteurs numériques.

Les ministres de l'énergie et de l'économie ont décidé le 28 janvier 2022 de limiter l'augmentation des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRV) à 4% TTC en moyenne. Pour contenir cette hausse, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) a été abaissée à son seuil minimal.

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2021, seuls les clients résidentiels, les propriétaires uniques et les syndicats de copropriétaires d'un immeuble à usage d'habitation, ainsi que les clients non résidentiels qui emploient moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de bilan annuels n'excédant pas 2 millions d'euros, sont éligibles aux TRV.

a. Présentation et analyse du compte rendu financier

A noter, le compte de résultat d'ENEDIS n'est pas établi sur une comptabilité à la maille de la concession, les charges d'exploitation sont en grande majorité issues de clés de répartition. Si la plupart des clefs sont simples (ex. : nombre de clients, kWh distribués), celles afférentes aux importantes rubriques du personnel et du matériel (un quart du total hors réseau amont) sont composites, mêlant investissement, longueur de réseau et nombre de clients. Compte tenu de l'utilisation intensive de clés de répartition et des évolutions comptables relatives aux moyens mis en œuvre à l'échelle nationale, les comptes d'exploitation de la concession de la Métropole n'apparaissent pas comme, un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire.

Le résultat comptable à la maille de la concession métropolitaine s'élève à 28,8 M€ en 2022 contre 12,9 M€ en 2021. La concession métropolitaine contribue à la péréquation tarifaire à la hauteur de 16 M€ contre 3,8 M€ en 2021. Le résultat régulé, après contribution à l'équilibre, s'établit à 12,5M € contre 9,1 M€ en 2021, soit 17% du chiffre d'affaires pour l'année 2022.

Le chiffre d'affaires est quasi stable par rapport à 2021 et s'élève à 76,9 M€. Il se compose notamment des produits d'acheminement en hausse de 1% par rapport à 2021 à hauteur de 71,3 M€, ainsi que des contributions aux raccordements à hauteur de 3M€ en légère baisse de - 565 K€ en 2022 (soit -15%/2021). Concernant les charges d'exploitation, elles atteignent un niveau record avec 82,9 M€ à la maille de la concession métropolitaine, une hausse constatée de +10% par rapport à 2021.

Le premier poste de charges est l'accès au réseau de transport RTE, correspondant au reversement à RTE de la part TURPE lui revenant. Une partie du chiffre d'affaires d'Enedis (environ 23,4%) ne fait donc que transiter par ses comptes et est issue d'une affectation par clef à la concession (consommations). En 2022, Enedis a perçu un versement anticipé exceptionnel de RTE en 2023, en déduction des redevances d'accès au réseau de transport. Il concerne le reversement par RTE de l'excédent de recettes sur d'interconnexion particulièrement élevées, à ses clients dont ENEDIS (délibération CRE du 08 décembre 2022 et du 31 janvier 2023), du fait notamment de l'envolée des prix de gros de l'électricité au niveau européen.

Le poste de dotations aux provisions, aux amortissements des ouvrages, aux provisions pour charges liées aux pensions, et aux risques et litiges, s'élève également à hauteur de 18,5 M€. Il comprend notamment les provisions pour impayés fournisseurs ainsi que les dotations des branchements issues de l'opération de localisation des branchements entrepris par ENEDIS. Cette opération d'inventaire a conduit à baissé de 50% la valorisation brute du patrimoine et une diminution de 6M€ des provisions de renouvellements. Compte tenu des évolutions importantes, un contrôle spécifique va être entrepris sur cette thématique.

Les autres consommations externes représentent 11,6 M€ soit près de 16 % du total des charges ; les charges de personnel s'élèvent à 8,6 M€, et sont en hausse de 3%. La redevance de la concession, au bénéfice de la Métropole, s'élève à 148 K€ en 2022, en nette augmentation par rapport aux années précédentes (76 k€).

b. Perspectives

Après des négociations conduites en 2021 et 2022, Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et EDF ont signé le nouveau contrat de concession de la distribution publique d'électricité regroupant les 7 communes en gestion directe, pour une durée de 25 ans. Signé le 11 juillet 2022, le contrat est effectif depuis le 3 août 2022. Celui-ci inclus un schéma directeur des investissements ainsi que la production d'indicateurs qui feront l'objet d'un contrôle approfondi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen des Comptes Rendus Annuels des 7 concessions de distribution publique d'électricité déléguée à Enedis et EDF au titre de l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20231219-254237-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte Rendu Annuel Activité Enedis EDF 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.